

**La « gestion autonome » à l'épreuve du national-socialisme. Politique communale et opposition (1933-1945) : Carl Friedrich Goerdeler, Arthur Menge, Karl Strölin**

Sylvie Wüstefeld

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8060>

DOI : 10.4000/ifha.8060

ISSN : 2198-8943

**Éditeur**

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2014

ISSN : 2190-0078

**Référence électronique**

Sylvie Wüstefeld, « La « gestion autonome » à l'épreuve du national-socialisme. Politique communale et opposition (1933-1945) : Carl Friedrich Goerdeler, Arthur Menge, Karl Strölin », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 6 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8060> ; DOI : 10.4000/ifha.8060

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

©IFHA

---

# *La « gestion autonome » à l'épreuve du national-socialisme. Politique communale et opposition (1933-1945) : Carl Friedrich Goerdeler, Arthur Menge, Karl Strölin*

Sylvie Wüstefeld

---

- 1 Ce travail a pour objectif d'étudier le principe de la « gestion autonome » (*Selbstverwaltung*), notion centrale de l'administration communale depuis le XIXe siècle, et d'analyser ses transformations entre 1933 et 1945 afin d'établir un lien entre travail dans la politique communale et rejet du national-socialisme. Cette analyse entend apporter un double regard, d'abord théorique sur le concept de la « gestion autonome », et puis pratique sur l'application de ce principe dans le travail quotidien dans la politique communale. L'étude s'appuie principalement sur le cas de trois maires de grandes villes d'une importance équivalente mais d'origine géographique différente, ainsi que d'appartenance politique et de carrière différentes : Carl Friedrich Goerdeler à Leipzig, Karl Strölin à Stuttgart et Arthur Menge à Hanovre. Elle s'inscrit ainsi dans une perspective d'histoire régionale.
- 2 Il s'agit d'abord de démontrer l'incompatibilité entre le principe de la « gestion autonome » et l'organisation double de l'État national-socialiste tel qu'il est décrit notamment par Ernst Fraenkel<sup>1</sup>, puis de mettre en évidence les facteurs ayant poussé les trois maires à se détourner du national-socialisme et enfin de vérifier l'existence d'un réseau de sociabilité dans ce milieu. Ce travail s'inscrit donc également dans une réflexion théorique sur les termes d'« opposition » et de « résistance », afin de situer l'action des trois maires dans un système de référence et dans une approche méthodologique en entendant appliquer les outils de l'analyse de réseau à la recherche historique.
- 3 La structure polycratique du régime national-socialiste avec sa superposition des domaines de compétence apparaît très clairement aussi dans le domaine de la politique

communale. Maintenir le principe de la « gestion autonome » en vigueur dans le régime hitlérien s'est avéré impossible, même si les nationaux-socialistes eux-mêmes s'étaient approprié le terme, dans la mesure où la conception nationale-socialiste de l'État place le parti au-dessus des instances administratives. Elle prive également la « gestion autonome » de deux de ses éléments constitutifs : la participation active des citoyens et la prise de décisions autonomes au niveau des administrations communales.

- 4 Pour les maires, les difficultés pratiques dans leur travail constituent un facteur favorisant l'émergence d'une attitude d'opposition de leur part. Mais l'ampleur de leur action dépend fortement d'autres motivations, telles leurs convictions morales et religieuses. Ils cherchent pourtant à maintenir en vie l'implication de la population, par les réunions publiques des conseils municipaux ou par l'utilisation des médias locaux et ils essaient surtout de préserver l'autonomie financière des communes. Ils mènent en quelque sorte « une petite guerre » au quotidien pour maintenir leur autorité face au parti national-socialiste. Leur connaissance précise de la situation locale leur permet au moment de la multiplication des responsabilités à partir de 1940 de regagner en influence.
- 5 Leur opposition s'exprime dans un premier temps de manière constructive. Ils cherchent à réformer le système national-socialiste de l'intérieur en dialoguant avec les hauts responsables du mouvement. Leur démarche s'inscrit dans leur conception d'un État fondé sur des normes et des règles précises, mais elle ne rencontre guère de succès. Les maires pratiquent en parallèle une forme de « désobéissance administrative ». Ils se transforment en « bureaucrates » en utilisant le cadre légal toujours en vigueur pour écarter le parti national-socialiste. Quand les maires comprennent que la « gestion autonome » traditionnelle ne pourra pas être réalisée dans cet État, ils décident face à la destruction de l'administration d'envisager un renversement du système politique. Très naturellement leur conception du principe de la « gestion autonome » se retrouve donc également dans les écrits du mouvement du 20 juillet 1944.
- 6 L'hypothèse de l'existence d'un réseau de sociabilité entre maires de grandes villes s'est donc vérifiée, mais ce réseau est construit uniquement autour de Carl Friedrich Goerdeler qui le met effectivement au service de l'opposition au national-socialisme. Il reste néanmoins toujours difficile de qualifier avec exactitude l'implication des maires, ainsi que la nature et l'ampleur de leurs actions. Examiner d'un point de vue régional l'histoire des administrations de l'Allemagne nationale-socialiste permet de vérifier à l'endroit même de leurs plus importantes répercussions, l'ampleur des modifications apportées par ce régime et les conséquences de ces dernières sur les acteurs directement concernés.

---

## NOTES

1. Ernst Fraenkel, *The Dual State*, New York : Oxford University Press, 1940.

---

AUTEUR

**SYLVIE WÜSTEFELD**

(université Lyon 2-Lumière)